

« Notre combat contre la loi Travail n'est pas fini »

SOCIAL. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, explique dans un entretien sans langue de bois que son syndicat ne rendra pas les armes face à la loi Travail.

LA RENTRÉE SYNDICALE a sonné. Mercredi, Jean-Claude Mailly (Force ouvrière) se rendra à Nantes pour un meeting commun avec l'ensemble des leaders syndicaux anti-loi Travail. Le 10 septembre, il participera à la Fête de l'Humanité, de quoi faire se retourner dans leurs tombes les anciens patrons de FO. Pour le secrétaire général, le combat doit continuer. Il rappelle également à l'ordre les candidats à la présidentielle et règle ses comptes avec Emmanuel Macron, Pierre Gattaz (le patron du Medef) et... François Hollande.

Vous ferez meeting commun mercredi avec Philippe

Martinez. C'est

un rapprochement

entre FO et la CGT ?

JEAN-CLAUDE MAILLY. J'ai répondu à l'invitation lancée par l'union départementale FO de Loire-Atlantique, comme les sept responsables d'organisations étudiantes, lycéennes et de salariés qui ont également été conviés à Nantes pour un meeting commun sur la loi Travail. Nous sommes dans une unité d'action. Ce n'est pas parce que cette loi est passée avec le 49-3 cet été que c'est fini. Nous appelons le 15 septembre à une nouvelle journée de mobilisation dans une quarantaine de villes.

« Il va y avoir une bataille juridique à mener »

N'est-ce pas la manif de trop ?

Non. Cette date avait été arrêtée dès le début de l'été. Les camarades ont levé le pied à juste titre après les attentats de Nice. L'objectif est de montrer qu'on ne laisse pas tomber, même s'il y aura moins de monde qu'il n'y en a eu. Et cela ne veut pas dire qu'après le 15 septembre, il y aura encore des manif. Maintenant, il va y avoir une bataille juridique à mener.

Vous voulez jouer la montre

pour empêcher l'application de la loi ?

Le gouvernement a jusqu'à la fin de l'année pour rédiger les 134 décrets. Nos services juridiques travaillent d'arrache-pied pour trouver les axes de recours. Il n'est jamais trop tard.

On vous annonce

à la Fête de l'Humani-

samedi

10 septembre.

Avec les communistes,

c'est la lune de miel ?

J'y serai pour participer à un débat sur le dialogue social et la loi Travail. C'est effectivement la première fois qu'un secrétaire général de FO y participe. Cela ne me pose aucun problème.

Et à vos militants ?

Je n'exclus pas que certains se demandent ce que je vais faire là-bas, mais à partir du moment où l'on a des convictions et que les choses sont claires, on peut aller débattre partout. Il y a quelques années, j'ai

participé à l'université d'été du Medef. Là, ça change, je vais à la Fête de l'Humani.

Vous parlez du Medef. Pour

Manuel Valls, depuis la mise en

place du crédit d'impôt pour la

compétitivité et l'emploi (CICE),

les entreprises ont joué le jeu.

Qu'en pensez-vous ?

Je rappelle que sur trois ans, le pacte de responsabilité et le CICE, cela représente au total plus de 100 Mds€ de réductions accordées aux entreprises. Et nous n'avons pas eu un million d'emplois, loin de là, malgré le slogan du Medef et de son président Pierre Gattaz :

« Un million d'emplois contre 100 milliards ». Et maintenant, il nous fait le coup des deux millions d'emplois ! Celui qui a menti, ce n'est pas le Medef, mais le président de la République et son Premier ministre. Ils ont fait miroiter des emplois aux Français alors qu'ils n'avaient exigé aucune contrepartie du patronat.

« Macron a été une courroie de transmission du Medef »

Pourtant, le taux de chômage

s'améliore. Leur politique

porte donc ses fruits ?

Non, on est dans une phase de stabilisation, mais la précarité augmente considérablement. Il n'y a pas assez de croissance. D'où le forcing fait par le gouvernement sur Pôle emploi pour atteindre l'objectif de 500 000 chômeurs en formation d'ici la fin de l'année. Encore faut-il qu'ils retrouvent ensuite un travail. L'inversion de la courbe, ce sera vrai le jour où cela se fera grâce à de véritables créations d'emploi.

Le départ du gouvernement

d'Emmanuel Macron fait la

une. Sage décision

ou trahison ?

C'est à lui et à François Hollande d'en juger. Mais cette décision n'est pas une surprise.

Jean-Claude

Mailly appelle

à une nouvelle

journée de

mobilisation le

15 septembre.

(Philippe

Lavieille/P.)

Il y a un moment que je n'ai plus de contacts avec Emmanuel Macron. Depuis plusieurs mois, il était plus préoccupé par son mouvement que par son poste de ministre. Des rendez-vous étaient annulés et pas reprogrammés, par exemple sur le dossier de la centrale nucléaire de Hinkley Point. Il a annulé et n'a pas repris contact.

« J'ai vu trois fois François Hollande. Je considère que cela n'a servi à rien »

Quel bilan tirez-vous

de son action ?

Un bilan plus que mitigé. Tout le monde parle de la libéralisation des autobus, mais à entendre les dirigeants de ce secteur, si leur chiffre d'affaires a augmenté, c'est davantage grâce aux grèves de train qu'à la loi. En fait, Emmanuel Macron était beaucoup plus influent en tant que conseiller et secrétaire général adjoint de l'Élysée ou sur des dossiers qui ne le concernaient pas.

Les licenciements économiques dans la loi Travail, c'est lui. Le pacte de responsabilité, c'est lui, inspiré par Pierre Gattaz. Macron a été une courroie de transmission du Medef.

Quels sont vos rapports

avec le Premier ministre ?

Je n'ai pas eu de contacts avec lui depuis fin juin. Il peut m'appeler, il a mon téléphone.

Et avec l'Élysée ?

Pour quoi faire ? Je rappelle que, pendant le conflit sur la loi Travail, j'ai vu trois fois François Hollande. Je considère que cela n'a servi à rien.

Pendant le conflit sur la loi

Travail, vous avez déclaré

publiquement être encarté

au PS. Vous le regrettez ?

Dès mon élection à la tête de FO, j'ai dit que j'étais au PS, même si je n'y milite pas. Je ne l'ai jamais caché, pas plus que mon amitié avec Martine Aubry. Heureusement qu'il reste des socialistes !

La campagne présidentielle

a déjà commencé.

Qu'en attendez-vous ? Force ouvrière ne prendra pas position mais j'espère que les questions sociales, économiques et européennes vont revenir au cœur du débat.

Il ne doit pas tourner exclusivement sur la sécurité et toutes les variantes possibles de la laïcité. On ne va pas faire la campagne sur le burkini ! Cela ne ferait que renforcer la défiance des Français à l'égard des politiques. Ils sont inquiets en priorité pour leur emploi et leur pouvoir d'achat.

Propos

recueillis par

CATHERINE

GASTÉ



Le déficit de la sécu en baisse

LES RÉSULTATS de la Sécurité sociale seront « nettement meilleurs » en 2016, a annoncé dimanche la ministre des Affaires sociales et de la Santé Marisol Touraine, invitée du « Grand Jury » RTL - « le Figaro » - LCI. La Commission des comptes de la Sécurité sociale (CCSS) « est en train d'affiner, a poursuivi le ministre, mais nous serons en dessous et nettement en dessous des 5,2 Mds€ de déficit prévus en juin pour le régime général (maladie, accidents du travail, retraite, famille, recouvrement) et essentiellement liés au déficit de la seule branche maladie.

Marisol Touraine s'est par ailleurs réjouie de « voir que la dynamique du tiers payant (était lancée ». « Mois après mois, le nombre d'actes réalisés en tiers payant augmente », a-t-elle dit, citant l'exemple des dentistes qui sont passés « d'un peu plus de 30 % d'actes en tiers payant à près de 60 % » entre le début de l'année et maintenant.

Caterpillar se met les Belges à dos

LA RÉGION de Charleroi (Belgique), une zone d'anciennes industries, a la gueule de bois. Un terrible coup de tonnerre est survenu ce week-end, gâchant la fête des 350 ans de la ville, avec l'annonce du départ de Caterpillar : le géant américain, un des gros employeurs de la région, vient d'annoncer la fermeture en 2017 du siège de Gosselies, pour transférer une partie de ses activités, notamment en France. Les syndicats dénoncent une restructuration brutale et estiment que 2 000 emplois seront supprimés alors que la multinationale avait bénéficié d'aides importantes des pouvoirs publics. Dans un communiqué, le constructeur d'engins de chantier et d'extracteur dit seulement « envisager d'allouer les volumes produits » dans cette usine à d'autres sites, notamment à Grenoble (Isère) et « à d'autres usines en dehors de l'Europe ». Caterpillar souffre de la crise du secteur minier et de la faible croissance économique mondiale.

En bref

■ **LES 126 PASSAGERS** du vol Toulouse (Haute-Garonne)-Malaga (Espagne) de la compagnie Jetairfly sont restés bloqués tout le week-end. Leur vol, prévu à 6 heures samedi matin, a finalement décollé hier à 20 h 45. Un problème technique a nécessité de changer une pièce de l'avion qui, une fois réparé, est reparti pour desservir d'autres destinations. A Malaga, près de 150 personnes sont également restées bloquées à la suite de la panne, ainsi qu'un certain nombre de passagers à Marseille (Bouches-du-Rhône), où une escale était prévu.

■ **L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE** risque de connaître des « moments difficiles » en raison du Brexit, a reconnu la Première ministre, Theresa May, dans une interview diffusée hier par la BBC, tout en se disant « optimiste » sur la capacité de son pays à pouvoir les surmonter.